

Article 29 du Règlement

Ce qui nous laisse dire, monsieur le Président, oui, les mesures de sanctions feront mal, oui, il y aura de la douleur, mais il faut quand même avoir le courage d'entreprendre ces mesures.

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, lundi dernier, le 2 juin, j'avais l'honneur de rencontrer à Montréal Mgr Tutu en compagnie de gens très impliqués dans cette question qui nous préoccupe aujourd'hui, et je voudrais en nommer quelques-uns: le président de la CEQ, M. Charbonneau, le président de la Fédération du travail du Québec, M. Laberge et le président de la CSN, M. Gérard Larose, ainsi que plusieurs personnalités montréalaises et, réunis sous le chapeau de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, nous y retrouvons des représentants d'associations d'étudiants, de la Fédération des femmes du Québec, de la Ligue des droits et libertés, d'un représentant de l'Assemblée des évêques du Québec. Et j'ai eu à peine le temps évidemment, puisque tout le monde voulait parler à Mgr Tutu, de lui communiquer avec beaucoup de satisfaction que le samedi précédent, soit le 31 mai, les jeunes de mon parti, sans partisanerie, les jeunes libéraux du Québec à Ottawa, lors de leur congrès pour choisir les résolutions qui seront débattues à Ottawa les 26 ou 28 et 30 novembre prochains, adoptaient plusieurs résolutions. Ils en ont adopté une en particulier qui nous touche immédiatement et une sur laquelle j'aimerais m'attarder. Ils demandaient, et c'est nouveau dans nos annales politiques chez les jeunes, la fin des relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud, si ce pays continue dans sa politique d'apartheid, et la reconnaissance de l'Organisation de la libération de la Palestine comme principal, non pas comme unique, mais comme principal porte-parole des Palestiniens.

Ce qui me frappe, monsieur le Président, et vous connaissez tout l'intérêt que je porte aux affaires internationales, et je ne m'en suis jamais excusé, parce que j'ai toujours conçu qu'un député fédéral se doit d'avoir des préoccupations internationales. Un député provincial et un conseiller municipal ont d'autres préoccupations, mais un député fédéral tout en défendant bien sa province et les intérêts des gens qui l'ont élu se doit de se souvenir. Et dans mon cas c'est quotidiennement depuis 20 ans, que j'ai aussi des préoccupations internationales. Et si tous les dirigeants de tous les pays du monde cessaient d'avoir peur. Vous savez ce phénomène de la peur d'avoir peur vous gèle tellement lorsque vous avez des décisions importantes à prendre. Je dis que tous ces dirigeants savent que les choses se développent. Ils le savent, ils sont mieux renseignés que moi. Ils ont tous les ministères à leur disposition. Ils savent très bien que si dans certains cas on ne pose pas certains gestes, ils devraient nécessairement en découler certaines actions.

Ce que je ne comprends pas, ce que je refuse de comprendre, et je suis, sur ces questions, un homme têtu, c'est que nous n'agissions pas en temps utile. Pourquoi a-t-il fallu, monsieur le Président, ne pas comprendre ce qui se passait, par exemple, durant les années 1959 et bien avant qui nous ont amenés à la révolution cubaine de 60, comment ne pas avoir compris que ces gens-là voulaient la dignité, le respect de leurs droits? Comment ne pas comprendre ce qui se passe au Nicaragua, ce qui a amené les gens à vouloir se débarrasser de dictateurs?

Parce que nous étions absents. Parce qu'on ne comprend pas ou parce qu'on ne veut pas comprendre, on arrive à des situations comme celle d'aujourd'hui. Comment ne pas comprendre ce qui se passe au Chili? Comment ne pas comprendre, et j'essaie de prendre des exemples qui sont quotidiens, que ce soit Haïti ou que ce soit les autres que je vous ai nommés? Comment, par exemple, puisque ma collègue de Mount Royal (M^{me} Finestone) nous a rappelé des choses très vraies, comment ma collègue de Mount Royal, qui m'a ouvert la porte, ne souffre-t-elle pas autant que moi, de la situation de ces gens qui ont connu l'holocauste, mais de ces gens aussi qui s'appellent les Palestiniens?

Quand je regarde ce qui se passe en Afrique du Sud, monsieur le Président, et que je compare cela avec la question palestinienne, je dis: Mon Dieu, voilà deux situations épouvantablement explosives pour la paix mondiale. Évidemment qu'il y a d'autres tragédies dans le monde, évidemment qu'il y a d'autres tragédies en Afrique, évidemment qu'il y a d'autres tragédies, d'autres absurdités au Moyen-Orient. Je prends la guerre Iran-Iraq, mais quand je regarde ces deux domaines en particulier, je suis obligé de tirer des conclusions. Comment un pays comme le mien qui, le 29 novembre 1947, je crois, il n'y avait pas grand monde aux Nations Unies... nous avons à ce moment-là voté pour la création de deux États palestiniens par un vote de 33 pays, 13 à 10. Le plus extraordinaire, c'est qu'un des 33 pays, à part le Canada, les États-Unis, l'Union soviétique et plusieurs autres, vous voyez la belle compagnie, il y avait un seul pays presque de toute l'Afrique et c'était l'Afrique du Sud. Il a voté pour deux États, et regardez où nous en sommes aujourd'hui parce qu'on refuse de terminer le travail déjà commencé. Je vous dis, monsieur le Président, dans ce que nous voyons tous les jours à la télévision, si la télévision ne nous montrait pas ce qui se passe en Afrique du Sud, peut-être qu'il n'y aurait pas de débat et ce serait bien malheureux, peut-être qu'il faille que ce soit la télévision mondiale qui nous montre ces images qui nous frappent et qui nous démontrent les injustices que nous voyons là-bas.

Lorsque j'ai écouté le lundi 2 juin Mgr Tutu nous parler: quelle patience, monsieur le Président! Je n'aurais pas cette patience si j'étais Africain de l'Afrique du Sud noire, et lui, il nous parlait de cette dernière chance possible, d'essayer de nous ouvrir les yeux à la compréhension. Mais quel message de bonté par rapport à l'impatience des gens qui attendent depuis toujours qu'enfin on leur reconnaisse l'égalité! Mais est-ce que c'était un message difficile à comprendre? Imaginons un instant, monsieur le Président, que vous soyez Noir et que vous ayez femme et enfants noirs, bousculés, bientôt, lundi, 10^e anniversaire des événements de Soweto, et que ce soit vous, le même homme comme moi qui regardons aujourd'hui la télévision, mais que ce soit nous les Noirs, pendant combien de temps aurions-nous la patience de demander à la conscience mondiale: Mais regardez-nous, mais comprenez-nous, nous sommes des êtres humains comme tout le monde, nous avons droit à notre fierté, ne comprenez-vous pas que si vous ne nous donnez pas cette égalité à laquelle nous aussi nous avons droit, nous deviendrons impatients!